

BORDINI ENVIRONNEMENT

**Demande d'autorisation pour un projet d'ISDND
(*Installation de stockage de déchets non dangereux*)
d'amiante lié et activités connexes**

« Le Rocher Méhalin », commune de LANDEAN (35)

DDAE : DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

RENNES

Parc d'activités d'Apigné
1 rue des Cormiers - BP 95101
35651 LE RHEU Cedex
Tél : 02 99 14 55 70
Fax : 02 99 14 55 67
rennes@ouestam.fr

Pièce n°9 : MEMOIRE EN REPONSE

Juillet 2023
PP

Le présent document a pour but de répondre aux remarques formulées par l'inspection des installations classées (09/01/2023) concernant les éléments complémentaires à apporter (cf. courrier du Préfet en date du 10/01/2023 présenté ci-après).

Pour plus de clarté, les remarques sont directement traitées dans le présent document et le dossier de demande d'autorisation environnementale a été mis à jour en conséquence.

1. COURRIER DEMANDE COMPLEMENTS SUR DOSSIER AENV

– 10.01.2023



Secrétariat général

Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Appui Territorial

Rennes

Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

Affaire suivie par : Christine LECLÈRE
Tél. : 02 21 86 23 29
Courriel : christine.leclere@ille-et-vilaine.gouv.fr

Monsieur,

Vous avez déposé, le 24 janvier 2022 sur la plateforme GUNenv, une demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux à Landéan.

Conformément à l'article R181-17-1 du code de l'environnement, votre dossier a fait l'objet d'une consultation des services de l'État.

Suite à cet examen sur le fond, je tiens à vous informer que les documents produits ne sont pas suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier, au cours de la procédure, les caractéristiques et les impacts du projet d'installation, sur son site et dans son environnement.

Les éléments devant être adaptés ou complétés sont décrits dans le rapport de l'inspection, et précisés dans l'annexe et dans les réponses des services consultés joints au présent courrier.

Aussi, conformément à l'article R.181-16 du code de l'environnement, pour vous permettre de réaliser d'éventuelles études complémentaires, je vous invite à m'adresser, sous un délai de **6 mois** à compter de la réception de la présente, les documents permettant de compléter votre dossier.

Passé ce délai, ou dans l'hypothèse où les compléments fournis seraient toujours insuffisants, je vous informe que votre demande d'autorisation pourra être rejetée conformément à l'article R 181-34 du code de l'environnement.

Par ailleurs, il sera utile de joindre au dossier modifié un document listant les parties modifiées et les pages correspondantes.

Dans cet intervalle, selon les dispositions de l'article R181-16 du code de l'environnement, je vous informe que le délai d'examen du dossier est suspendu à compter de l'envoi du présent courrier jusqu'à la réception de la totalité des éléments nécessaires.

Monsieur Lionel BORDINI
Société BORDINI Environnement
Le Rocher Montlouvier
35420 LOUVIGNÉ-DU-DÉSERT

contact@bordini-env.fr

Copie : inspection des installations classées

Tél : 0800 71 36 35
www.ille-et-vilaine.gouv.fr
81 boulevard d'Armorique, 35026 Rennes Cedex 9

1/4

J'attire votre attention sur le fait que ces compléments sont indispensables à l'instruction de votre demande. Seul un dossier de demande d'autorisation complet et répondant à l'ensemble des attendus réglementaires et aux enjeux pourra être instruit. Si nécessaire, vous pouvez prendre l'attache de bureaux d'études pour vous accompagner dans cette démarche.

Mes services se tiennent par ailleurs à votre disposition pour répondre à vos interrogations concernant les informations demandées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet,
L'adjointe au chef du bureau
Le 10/01/2023

Joëlle BONNEFOY

2/4

ANNEXE

RELEVÉ DES INSUFFISANCES

Les éléments du dossier sont incomplets ou ne sont pas suffisamment développés pour permettre d'apprécier correctement les principales caractéristiques du projet. En application de l'article R.512-46-8 du code de l'environnement, il appartient donc au pétitionnaire de compléter son dossier avant d'envisager les consultations prévues aux articles R.512-46-11 et suivants du code de l'environnement.

1) Éléments manquants dans le dossier

1.1) Étude de dangers

Il est explicité dans le dossier de demande d'autorisation que pour continuer l'exploitation de la carrière pendant un an, l'exploitant effectuera des tirs de mines. Cependant, l'étude de dangers ne prend pas en compte le risque lié à l'utilisation d'explosifs.

➤ L'Inspection demande à l'exploitant de lui fournir une étude de danger complétée avec les risques inhérents à l'utilisation d'explosifs.

1.2) Les garanties financières

L'exploitant doit calculer le montant des garanties financières (avec le descriptif) qu'il doit constituer pour l'exploitation de la carrière. Celui-ci doit aussi fournir un bilan financier sur les trois dernières années ainsi qu'une cotation de la banque.

➤ L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'évolution de l'indice TP01 qui sera à prendre en compte lors de la constitution des garanties financières.

1.3) La carrière

En préambule, l'Inspection souligne que dans le dossier d'autorisation environnementale, on doit distinguer la modification de l'exploitation de la carrière et des conditions de remise en état (plan de phasage, impact carrière et non ISDND, garantie financière remise à jour...) de l'activité de stockage. Cette activité de carrière n'est pas claire et peu développée dans le dossier.

Par conséquent, l'exploitant doit :

- Décrire si une partie de la carrière a fait l'objet d'une cessation partielle d'activité ;
- Préciser les quantités voulues et les tonnages qu'il prévoit d'extraire lors de ses étapes de terrassement, ainsi que la situation précise des terrains concernés ;
- Préciser s'il s'est assuré de la compatibilité de son projet avec le Schéma Régional des Carrières ;
- Préciser si la demande de modification des conditions de remise en état de la carrière a été déposée en préfecture ;
- Joindre le plan de phasage d'exploitation de la carrière, avec les surfaces y afférentes.

1.4) Le SAGE

L'exploitant indique que le projet est compatible avec le SAGE du Couesnon. Néanmoins, l'Inspection souhaiterait obtenir des informations complémentaires concernant :

- L'installation d'assainissement autonome : quel système et quel résultat de conformité avec le règlement du SPANC ;
- Les rejets de lixiviats depuis la lagune :
 - quel programme de mesure de la qualité des lixiviats rejetés,
 - quel devenir pour les éléments sédimentés en fond de lagune.

➤ L'Inspection demande à l'exploitant de lui fournir une étude d'acceptabilité du milieu récepteur recueillant les eaux rejetées des bassins de lagunage.

➤ L'Inspection demande que soit réalisé un suivi concernant l'évolution des zones humides attenantes.

1.5) Les risques sanitaires

Le dossier de demande d'autorisation ne fait état d'aucune étude d'impact de risque sanitaire sur la santé des riverains notamment vis-à-vis de l'exposition de la population aux poussières, à la silice et à l'amiante.

➤ L'Inspection demande que cet aspect relatif à l'impact du projet sur les populations riveraines soit établi. Une fois que cette étude d'impact sera réalisée, l'Inspection sollicitera l'avis de l'ARS sur ce sujet.

1.6) Le Schéma Régional de Gestion des Déchets

Les activités connexes suivantes sont très peu décrites dans le dossier de présentation générale et l'étude d'impact :

- L'activité de transit de déchets d'Équipements de Protections Individuelles (EPI) ayant servi lors d'opérations de désamiantage ;
- L'activité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes en vue d'une réutilisation sur site (notamment pour les casiers).

1.7) Étude acoustique

Des mesures acoustiques ont été réalisées et elles ont porté sur huit points de mesure. Cependant, le rapport n'explique pas pourquoi certains points comme le lieu dit La Gendrais n'ont pas été retenus. Les valeurs limites en limites de propriété n'ont pas été déterminées.

➤ L'Inspection souhaiterait connaître les raisons de ces manquements et en l'absence de justifications, que les mesures concernées soient prévues dans le plan de mesures.

1.8) Défense Extérieure Contre l'Incendie

L'exploitant doit se positionner s'il souhaite installer un nouveau point d'eau incendie permettant de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012.

2) Éléments du dossier devant être davantage développés afin de permettre au public et aux conseils municipaux consultés d'apprécier les principales caractéristiques du projet

2.1) Utilisation d'explosifs

Pour continuer à exploiter la carrière pendant un an, l'exploitant a fait part de son intention d'effectuer des tirs de mines. A ce titre, l'Inspection demande au pétitionnaire de développer cet aspect en y incluant le type d'explosif, l'autorisation, la fréquence d'utilisation, les contrôles (mesures de vibrations) ainsi que le volume extrait à chaque tir.

2.2) L'extraction

L'activité de la carrière doit être développée notamment sur les aspects suivants : est-il envisagé d'extraire des blocs de pierre du sous-sol et selon quel rythme ? Quelle est la destination des matériaux inertes ?

2.3) Le concasseur

Pendant la phase de création des casiers d'amiante, l'exploitant utilisera un concasseur. Les caractéristiques du concasseur utilisé devront être précisées ainsi que la fréquence d'utilisation.

➤ L'Inspection demande à l'exploitant que l'étude d'impact du projet tienne compte de la présence de cet équipement notamment pour le bruit, les vibrations, et les poussières générées.

L'exploitant doit présenter des mesures afin de prévenir les poussières ainsi que les nuisances acoustiques engendrées par l'utilisation du concasseur.

2.4) Circuit de déchets

L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures garantissant que les déchets inertes (issus des opérations de réaménagement des alvéoles) et les déchets d'amiantes liés à des matériaux inertes ne puissent se croiser.



GROUPEMENT PREVISION-OPERATION
Service Planification et Préparation Opérationnelle
Affaire suivie par le Lieutenant Franck-Hervé LELIEVRE
☎ - 02 99 87 97 66
Mail : franck-herve.lelievre@sdis35.fr
Nos Références – FHL/SRN/2022-0114
Réf dossier : AIOT est : 0005502788
PJ : Néant

Monsieur le préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Direction de la coordination interministérielle et de
l'appui territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

3 avenue de la Préfecture
35026 RENNES CEDEX 9

Rennes, le 17 FEV. 2022

OBJET : AVIS DU SDIS 35 RELATIF AU DOSSIER CITE EN REFERENCE

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine a examiné le dossier suivant :

ETABLISSEMENT : CARRIERES BORDINI

ADRESSE : Lieu-dit Le Rocher Méhalin », commune de LANDEAN 35133

TRANSMIS LE : 1^{er} février 2022

ACTIVITE : Exploitation de carrière

BUREAU D'ETUDE : Ouest Am RENNES Parc d'activités d'Apigné 1 rue des Cormiers - 35651 LE RHEU Cedex

SERVICE INSTRUCTEUR : DREAL

L'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours porte sur la protection de l'environnement (tiers et autres enjeux environnementaux). L'étude et l'analyse du dossier repose sur les éléments visant à faciliter l'intervention des Services d'Incendie et de Secours, à savoir, les conditions d'alerte, d'accueil, d'accès des secours et les moyens en eau pour assurer la défense contre l'incendie du projet. Elle est complétée par des observations portant sur des éléments complémentaires visant à limiter les risques et les conséquences :

- la protection du milieu naturel contre les risques de pollution dont les moyens de rétention des eaux d'extinction,
- l'isolement des bâtiments par rapport aux tiers et la stabilité au feu,
- les dégagements,
- le désenfumage et la ventilation,
- les locaux techniques (chaufferie, installations électriques...),
- les moyens de secours,
- les conditions de sécurité liées à l'intervention des sapeurs-pompiers (prise en compte des flux thermique, toxiques...).

Service Départemental
d'Incendie et de Secours
d'Ille-et-Vilaine
2 rue du Moulin de Jouté
BP 80127
35701 RENNES Cedex 7
Tel : 02 99 87 65 43
Fax : 02 99 87 65 44



A. REGLEMENTATION APPLICABLE

- ✓ **Code de l'environnement**
- ✓ **Code de l'urbanisme**
- ✓ **Code du travail**
- ✓ **Arrêté préfectoral du 5 juillet 2018** relatif au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie - Annexe 12
- ✓ **Note du 3 juillet 2015** relative à l'instruction des demandes de permis de construire et des demandes d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement

- ✓ L'activité concernée par le projet est inscrite à la nomenclature des installations classées suivante :

NUMERO RUBRIQUE	ACTIVITE	CAPACITE/CARACTERISTIQUE OU VOLUME D'ACTIVITE	REGIME
2510	Exploitation de carrière	Supérieure à 2 000 t/an	A
2760	Installation de stockage de déchets inertes	-	A
3540	Installation de stockage de déchets		
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	Supérieure ou égale à 1 t	A
2515	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation	Supérieure à 200 kW	E
2517	Station de transit de produit minéraux	Supérieure à 10 000 m²	D

B. DESCRIPTION DU PROJET / OBSERVATIONS

La société BORDINI ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de Landéan (35), au lieu-dit « Le Rocher Méhalin » une carrière de roche massive (granite) qui bénéficie d'une autorisation d'exploiter depuis le 13 décembre 1995 et jusqu'en 2025.

Une surface totale d'environ 2,2 hectares sera aménagée pour constituer le fond de forme des 3 casiers, comme suit :

- ✓ Casier 1 : environ 6 600 m² en 2 niveaux (niveau 1 = carreau inférieur : 4 150 m² et niveau 2 = palier intermédiaire : 2 450 m²),
- ✓ Casier 2 : environ 6 300 m²,
- ✓ Casier 3 : environ 9 400 m².

Service Départemental
d'Incendie et de Secours
d'Ille-et-Vilaine



Sur la base d'une capacité annuelle maximale de stockage de 15 000 t/an, la durée prévisionnelle d'exploitation serait de 17,5 années. La demande d'autorisation d'exploiter est sollicitée sur une durée de 25 ans pour permettre d'intégrer la durée nécessaire aux travaux préparatoires (1 an) avant la mise en service de l'installation puis, lors de son exploitation, afin de se prémunir des éventuelles variations de densité liées au format des déchets réceptionnés et à l'évolution des méthodes d'exploitation.

Le site comprendra à terme :

- Bungalow autonome neuf (bureau administratif).
- Un pont bascule pour contrôler les entrants et les sortants.
- Une plateforme pour engins.
- Zone de lavage (environ 150 m²).
- La mise en place d'un déboureur/déshuileur.
- Stockage d'hydrocarbures sur site, 2 000 L avec bac de rétention.
- Autres engins présents sur site : Manitou télescopique 86 kW et tracteur remorque 68 Kw.

Trafic généré estimé :

- Trafic camion Inertes : 15 000 tonnes/an sur 231 jours soit environ 5.5 camions de 12 tonnes.
- Trafic amiante liée : 15 000 tonnes/an sur 231 jours soit environ 6.5 camions de 10 tonnes.

1) LES MOYENS D'ALERTE ET D'ACCUEIL DES SECOURS

Téléphone portable.

2) ACCES AU SITE ET AUX INSTALLATIONS

Les besoins en accessibilité attendus sont les conditions garantissant la desserte du projet pour les engins d'incendie et de secours.

L'accès au site pour les engins d'incendie se fera par une voie poids lourds carrossable.

L'accès aux installations pour les engins d'incendie se fera par des voies poids lourds également.

Les conditions d'accès des secours présentées dans le dossier sont satisfaisantes afin de faciliter et de garantir l'intervention des services d'incendie et de secours.

3) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (D.E.C.I.)

Les besoins en eau attendus sont selon l'arrêté en vigueur de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517, un débit de 60 m³/h pendant 2 heures ou un volume de 120 m³ disponible en tout temps et situé à moins de 100 m du risque à défendre en utilisant les voies accessibles aux secours (voirie de type « voie-engin » et/ou « chemin dévidoir »).

La D.E.C.I. est absente.

Service Départemental
d'Incendie et de Secours
d'Ille-et-Vilaine



Les moyens en eau prévus pour assurer la défense contre l'incendie présentés dans le dossier ne sont pas satisfaisants afin de faciliter et de garantir l'intervention des services d'incendie et de secours.

4) MOYENS D'INTERVENTION EN CAS DE FUITE OU DE DEVERSEMENT DE MATIERES DANGEREUSES

Rétention prévue sur les hydrocarbures.

5) ISOLEMENT PAR RAPPORT AUX TIERS ET EN INTERNE – STABILITE AU FEU

Sans objet.

6) DEGAGEMENTS

Sans objet.

7) DESENFUMAGE/VENTILATION

Sans objet.

8) LOCAUX TECHNIQUES/CHAUFFERIE/INSTALLATION ELECTRIQUES

Non abordé.

9) CONDITIONS DE SECURITE LIEES A L'INTERVENTION DES SECOURS (FLUX THERMIQUE, RISQUE TOXIQUE...)

Conformes.

10) MOYENS DE SECOURS INTERNES

Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs

Formation/Information des personnels : prévue

Consignes de sécurité : prévues

C. RECOMMANDATIONS

En cas de réalisation d'un nouveau point d'eau d'incendie de type poteau ou bouche, il doit être signalé au Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine (mail : expertises.DECI@sdis35.fr), en fournissant une copie de l'attestation de réception, transmise par l'installateur, contenant son emplacement et ses données hydrauliques. Le SDIS 35 réceptionnera l'hydrant en attribuant un numéro au nouveau PI /BI et en l'ajoutant à la base de données départementale des PEI.

Service Départemental
d'Incendie et de Secours
d'Ille-et-Vilaine



En cas de réalisation d'un nouveau point d'eau d'incendie de type réserve naturelle ou artificielle, contacter le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine (mail : expertises.DECI@sdis35.fr), en vue de la réception du nouvel aménagement.

Les points d'eau devront faire l'objet d'un contrôle et d'un entretien annuel.

Les points d'eau et les voies utilisables par les engins d'incendie doivent répondre aux fiches techniques élaborées par le SDIS 35, annexe du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (arrêté préfectoral du 05/07/2018).

D. AVIS

Suite à l'étude réalisée, le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine émet, en ce qui le concerne, un **AVIS DEFAVORABLE** en l'absence de Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI).

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine se tient à sa disposition pour tout renseignement relatif à ce dossier.

Le Directeur Départemental Adjoint

Colonel Hors Classe Louis-Marie DAOUDAL

Copie à : Service Prévision-Opération Est

Service Départemental
d'Incendie et de Secours
d'Ille-et-Vilaine



Dossier suivi par : Emilie LEVEAU
Téléphone : 02 40 35 82 32
Courriel : e.leveau@inao.gouv.fr

N/Réf : EL/CB

Objet : ICPE – LOUVIGNE DU DESERT (35)
Renouvellement autorisation carrière

Préfecture d'Ille et Vilaine
DREAL – Unité départementale
L'Armorique
10 rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES cedex

Nantes, le 21 mars 2022

Par courrier via l'application guichet unique numérique en date du 25 février dernier, vous avez fait parvenir à l'INAO, pour avis, le dossier présenté par la Sté BORDINI Environnement, concernant le renouvellement et l'extension d'activité de la carrière « Le Rocher Méhalin » sur la commune de LANDEAN.

Pour information, la commune de LANDEAN se situe dans l'aire de production de l'Appellation d'Origine Protégées (AOP) « Prés-Salés du Mont-Saint-Michel », ainsi que de l'Indication Géographique (IG) « Whisky de Bretagne ». Elle appartient par ailleurs aux aires de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) « Cidre de Bretagne », « Farine de Blé Noir de Bretagne », « Volailles de Bretagne », « Volailles de Janzé », « Cidre de Normandie », « Porc de Normandie » et « Volailles de Normandie ».

Une étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations suivantes :

Onze opérateurs sont identifiés en production IGP « Cidre de Bretagne », un en IGP « Volailles de Janzé » et quatre en IGP « Volailles de Normandie » sur la commune.

Ce projet consiste en un renouvellement d'autorisation d'exploitation de la concession de la carrière avec une évolution des activités déployées sur le site mais avec très peu d'évolution de l'emprise des espaces déjà exploités.

Il est sans incidence pour les exploitations sous indications géographiques présentes en proximité.

Après vérification et analyse, je vous informe que l'INAO n'a pas d'objection à formuler à l'encontre de ce projet dans la mesure où celui-ci n'affecte pas l'activité des productions sous signe de qualité concernées.

Pour la Directrice et par délégation
La Déléguée Territoriale

Laurence GUILLARD

INAO - Délégation Territoriale Ouest
SITE DE NANTES
1 RUE STANISLAS BAUDRY
44000 NANTES
Mail : INAO-NANTES@inao.gouv.fr
Internet : www.inao.gouv.fr



Rennes, le 01/04/2022

Délégation départementale d'Ille-et-Vilaine
Département Santé-Environnement

Affaire suivie par : Jérôme ROCHELLE
Tél. : 02 99 33 34 33
Mél. : ars-dd35-sante-environnement@ars.sante.fr

Réf. : ELISE : D0322--0874

Le Directeur de la délégation départementale
à

Monsieur le Préfet de la Région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine
D.C.I.A.D
B.I.C.
3, avenue de la Préfecture
35026 RENNES CEDEX

Objet : ICPE – CARRIERE – ISDND - BORDINI – LANDEAN.

Monsieur le Préfet,

Par message du 1^{er} février 2022, vous m'avez transmis pour avis le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société BORDINI ENVIRONNEMENT concernant la carrière de roche massive et le projet d'ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) d'amiante lié situés au lieu-dit « Le Rocher Méhalin » sur la commune de Landéan.

Cette société possède une autorisation d'exploiter depuis 1995 pour une durée de 30 ans.

Elle souhaite faire évoluer ces activités et sollicite l'autorisation :

- de continuer l'exploitation de la carrière pendant une année, pour permettre le terrassement des casiers (tirs de mines) ;
- de créer 3 casiers de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante et une activité de transit de déchets d'équipements de protection individuels ayant servi lors d'opération de désamiantage ;
- d'installer une activité de concassage de matériaux ;
- de créer une activité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes en vue d'une réutilisation sur site (casiers).

Les habitations les plus proches sont localisées à 90 mètres au nord-ouest du projet, une maison appartenant à la société est située à 20 mètres du site. Le pétitionnaire a recensé 12 habitations dans un rayon de 500 mètres.

S'agissant de la ressource en eau, je note qu'aucun périmètre de protection de captages d'eau n'est présent à proximité du site.

S'agissant de l'impact sonore du projet, des mesures acoustiques ont été réalisées par le cabinet Géoscop. Elles ont porté sur huit points de mesure représentant les zones à émergence réglementée (ZER). Le rapport n'explique pas pourquoi certains points, comme La Gendrais, n'ont pas été retenus. Les mesures réalisées le 17 décembre 2020 ont permis d'établir les valeurs de bruit résiduel aux points définis.

Une modélisation (logiciel CADNAA) a été réalisée pour évaluer l'impact sonore de l'exploitation de la carrière. Elle s'est basée sur les mesures de bruit résiduel et sur les puissances acoustiques des engins utilisés, dont l'installation de concassage.

Délégation départementale d'Ille-et-Vilaine
Bâtiment 3 soleils, 3 place du Général Giraud
CS 54257
35042 Rennes Cedex
Tél : 02.99.33.34.00
www.ars.bretagne.sante.fr



Cette modélisation prévoit que la réglementation sera respectée en ZER pour les points concernés. Les valeurs en limite de propriété n'ont pas été déterminées. De nouvelles mesures acoustiques devront être effectuées au démarrage de l'activité.

Enfin, le dossier ne présente aucun chapitre consacré à l'impact du projet sur la santé des riverains, ce qui ne permet pas d'examiner ce dossier d'un point de vue sanitaire, notamment vis-à-vis de l'exposition des populations aux poussières, à la silice et à l'amiante.

Au vu des observations formulées dans ce courrier, je ne suis pas en mesure d'émettre un avis sanitaire en l'état. Le dossier mérite d'être complété sur l'impact du projet sur la santé des populations riveraines.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

P/Le Directeur de la délégation
départementale d'Ille-et-Vilaine,
L'Ingénieur général du génie sanitaire,

Benoît CHAMPENOIS

Copie : DREAL – UD35.



Direction générale des services
Pennrenerezh ar servijoù
Direction du Climat, de l'environnement, de l'eau
et de la biodiversité
Service économie des ressources
Personne chargée du dossier : Sophie Cahen
Chargée des politiques régionales déchets & économie circulaire
Tél. : 02 90 09 17 47
Courriel : sophie.cahen@bretagne.bzh

→ Référence à rappeler dans toutes vos correspondances :
N°04-SERES-2022

Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine

A l'attention de Madame M. Robic

Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique 3
Avenue de la préfecture
35026 RENNES CEDEX 9

Rennes, le 4 AVR. 2022



Objet : Demande d'autorisation pour une carrière (renouvellement) et pour un projet d'ISDND d'amiante lié de la Société Bordini Environnement à Landéan (35) - Avis du Conseil régional sur le dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAE)

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de l'instruction au titre des ICPE que vous conduisez, vous souhaitez recueillir l'avis du Conseil régional sur la demande d'autorisation du groupe Bordini Environnement d'exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) sur le territoire de la commune de Landéan en Ille-et-Vilaine, notamment au regard de sa compatibilité avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le pétitionnaire exploite sur cette commune au lieu-dit « Le Rocher Méhalin » une carrière de granite qui bénéficie d'une autorisation d'exploiter depuis le 13 décembre 1995 jusqu'en 2025.

Il souhaite aujourd'hui faire évoluer son activité sur le site pour stocker les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante :

- En créant 3 casiers de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante,
- En introduisant une activité de transit de déchets d'Equipements de Protection Individuels (EPI) utilisés lors d'opérations de désamiantage,
- En installant une unité de concassage mobile de matériaux,
- En intégrant une activité de transit, regroupement ou tri de déchets inertes en vue d'une réutilisation sur site,
- En prolongeant l'exploitation de la carrière d'un an pour permettre le terrassement des casiers en dehors de l'activité de vente de matériaux qui induit un trafic d'engins supplémentaire.

Le Plan régional de prévention et de gestion (PRPGD) de Bretagne, adopté le 23 mars 2020, est fondé sur une trajectoire « zéro enfouissement des déchets » non ultimes, ceux-ci pouvant être considérés comme des ressources. Dans ses principes fondamentaux, le Plan rappelle le respect des principes suivants :

- Importance du « respect de la hiérarchie des modes de traitement (prévention, réemploi/réutilisation, valorisation matière et valorisation énergétique, élimination) » ;

RÉGION BRETAGNE | RANNVRO BREIZH
283 avenue du Général Patton - CS 21101 - 35711 Rennes cedex 7 | 283 bali ar Jeneral Patton - CS 21101 - 35711 Roazhon cedex 7
Tél. : 02 99 27 10 10 | www.bretagne.bzh | Pgz. : 02 99 27 10 10 | www.breizh.bzh

Adresser toute correspondance sous forme impersonnelle à Monsieur le Président du Conseil régional de Bretagne.
SIRET : 233 500 016 00040 - TVA intracommunautaire : FR10 233 500 016

- Recherche de « gestion de proximité et d'autosuffisance, au plus près des territoires » ;
- Facilitation dans la « mutualisation des outils de traitement et de coopération entre territoires ».

Le Plan intègre les objectifs réglementaires nationaux inscrits au Code de l'Environnement, et notamment celui de la réduction du stockage des déchets non dangereux non inertes admis en ISDND, de 50% en 2025 par rapport à 2010. Il exclut par ailleurs la création ou l'extension d'un site déjà existant.

Mais ces préconisations ne concernent pas les déchets d'amiante lié, ceux-ci étant considérés comme des déchets dangereux au regard de la réglementation. Leur enfouissement se fait donc en Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD), voire en ISDND sous conditions particulières (casiers spécifiques), leur valorisation restant à ce stade difficile.

Il est donc important pour la Bretagne de disposer de capacités supplémentaires de stockage de déchets d'amiante lié pour accompagner le désamiantage progressif du patrimoine bâti breton, et limiter également l'export de ces déchets vers les ISDD des autres régions qui en sont équipées.

Dans la mesure où :

- La Bretagne ne dispose pas d'ISDD ;
- Le gisement de déchets d'amiante lié va nécessairement croître avec le renouvellement et la rénovation des bâtiments vieillissants, notamment agricoles ;
- Les ISDND existantes en Bretagne vont réserver leurs capacités disponibles aux déchets non dangereux dans un contexte très tendu où le recours au stockage peine à s'infléchir ;
- Les trois casiers prévus pour stocker les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante seront aménagés au sein de la carrière, pour partie dans l'empreinte résiduelle de l'excavation ;
- Les volumes utiles par casier prennent en compte les contraintes techniques ;
- L'exploitation de cette ISDND débutera après cessation d'activité de la carrière ;
- La Société Bordini Environnement possède depuis 2014 la maîtrise foncière de l'ensemble des parcelles figurant dans la demande d'autorisation ;
- Les activités connexes sont vouées à compléter et accompagner l'activité d'exploitation de l'ISDND (transit des EPI contaminés par l'amiante, concassage de matériaux via l'installation d'une unité mobile, transit, regroupement ou tri de déchets inertes en vue d'une réutilisation sur site).

La demande de création de 3 casiers de stockage mono spécifique de déchets d'amiante lié et des activités connexes nécessaires à leur exploitation présentée par la Société Bordini sur le site de Landéan respecte les dispositions du PRPGD breton rappelées ci-avant. Elle reçoit donc un avis favorable de notre part, tant sur la nature spécifique des déchets que sur leur tonnage.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations distinguées.

Catherine VERLES
Directrice de l'Environnement



DELIBERATION DE LA CLE DU SAGE COUESNON
Avis sur le dossier d'autorisation environnementale lié à
la carrière du Rocher Méhalin à LANDEAN
Mardi 5 Avril 2022

Les membres de la CLE présents :

Commission Locale de l'Eau du SAGE Couesnon		Mardi 05 Avril 2022	
Président de la CLE : Joseph BOIVENT			
Organisme	Nom	Prénom	Signature
Collège Elus			
Région Normandie	VOGT	Pierre	<i>[Signature]</i>
Région Pays de la Loire	DESILLIERE	Florence	excusée
Région Bretagne	PERRIN	Stéphane	
Département d'Ille et Vilaine	SOULABAILLE	Yann	<i>[Signature]</i>
Département de la Manche	DENOT	André	excusé
Département de la Mayenne	TARLEVE	Claude	
Communauté de communes du pays de Dol et de la baie du Mont-Saint-Michel	HERY	Jean-Pierre	
Communauté de communes de Bretagne Romantique	GUERCHÉ	Sandrine	
Liffré Cormier communauté	VEILLAUD	David	<i>[Signature]</i>
Communauté de commune de l'Ernée	BUCHARD	Constant	
Fougères Agglomération	PARLOT	Cécile	<i>[Signature]</i>
Val d'Ille Aubigné	MOREL	Gérard	excusé
Mont-Saint-Michel Normandie agglomération	BICHON	Vincent	<i>[Signature]</i>
Vitré Communauté	BERHAULT	Marie Louise	<i>[Signature]</i>
Couesnon Marches de Bretagne	EON	Jean-Yves	<i>[Signature]</i>
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	BRARD	Michel	excusé
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	COUASNON	Hubert	
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	AVRIL	Henri	
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	SAMBARD	Albert	
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	LEONARD	Gilbert	excusé
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	CHAPDELAIN	Rémi	<i>[Signature]</i>
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	LEFEUVRE	Diana	<i>[Signature]</i>
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	JANVIER	Thomas	<i>[Signature]</i>
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	COIRRE	Jean-Pierre	
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	BALLUAIS	Michel	<i>[Signature]</i>
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	BRARD	Hervé	
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	FORET	Alain	<i>[Signature]</i>
Représentants des maires d'Ille-et-Vilaine	VASLET	Didier	
Représentants des maires de la Manche	NOËL	Didier	
Représentants des maires de la Manche	GUERIN	Jean-René	
Représentants des maires de Mayenne	GAHERY	Jean-Paul	

Collectivité Eau du bassin rennais	PINAULT	Pascal	excusé
Syndicat Mixte de Production d'eau potable du Bassin du Couesnon	BOIVENT	Joseph	<i>[Signature]</i>
Syndicat Mixte du Couesnon Aval	HALAIS	Louis	<i>[Signature]</i>
Syndicat Loisanne Minette	DESLOGES	Jean	
Syndicat départemental de l'eau de la Manche	RABASTE	Yann	excusé
Collège Usagers			
Chambre d'Agriculture de la Manche	LECOMPAGNON	Philippe	<i>[Signature]</i>
Chambre d'agriculture de la Mayenne	ROULAND	Bruno	
Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine	SALMON	Florian	excusé
Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Saint-Malo - Fougères	LAGADEC	Marie-Claire	<i>[Signature]</i>
Comité Départemental du canoë-kayak d'Ille-et-Vilaine	DUCCOURET	Bernadette	
Eau et Rivières de Bretagne	MAUDET	Annie	excusée
Eau et Rivières de Bretagne	BELLEFANT	Joël	excusé
Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique d'Ille-et-Vilaine	LEMEE	Hervé	<i>[Signature]</i>
Groupeement des agrobiologistes d'Ille-et-Vilaine	FRETAY	Sonia	
La Passiflore	HARVEY	Mathilde	<i>[Signature]</i>
La Passiflore	BOUREL	Gérard	<i>[Signature]</i>
Réseau d'Education à l'Environnement du Pays de Fougères	BERNIER	Dominique	<i>[Signature]</i>
Réseau d'Education à l'Environnement du Pays de Fougères	JUGNET	Ludovic	<i>[Signature]</i>
Section régionale de la conchyliculture de Bretagne nord	HURTAUD	Frédéric	<i>[Signature]</i>
Syndicat départemental de la propriété rurale d'Ille-et-Vilaine	BARBIER	François	excusé
UFC-Que choisir	BELLOIR	Daniel	excusé
Collège Etat			
Agence de l'Eau Loire Bretagne	Le directeur	ou son représentant	<i>[Signature]</i>
Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Manche - MISEN	Le directeur	ou son représentant	
Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine - MISEN	Le directeur	ou son représentant	excusé
DREAL de bassin Loire Bretagne	Le préfet coordonnateur du bassin Loire Bretagne	ou son représentant	
Office Français de la Biodiversité - Délégation régionale Bretagne	Le directeur	ou son représentant	excusé
Préfecture de la Manche	Le préfet	ou son représentant	
Préfecture de la Mayenne	Le préfet	ou son représentant	
Préfecture d'Ille-et-Vilaine	Le préfet	ou son représentant	
Sous-préfecture de Fougères-Vitré	Le sous-préfet de Fougères-Vitré	ou son représentant	

Bilan des votes sur le dossier Bridor (pas de quorum exigé) :

Nombre de membres de la CLE	61
Nombre de personnes présentes	21
Nombre de votants	21
Nombre de votes pour	19
Nombre de votes contre	0
Nombre d'absentions	2

DELIBERATION DE LA CLE DU SAGE COUESNON

Avis sur le dossier d'autorisation environnementale lié à la carrière du Rocher Méhalin à LANDEAN

Préambule

Dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale du projet lié à la carrière du Rocher Méhalin à LANDEAN, la Commission Locale de l'Eau du SAGE Couesnon a été invitée le 25 Février 2022, par les services préfectoraux d'Ille et Vilaine, conformément à l'article D.181-17-1 du code de l'environnement, à émettre un avis et déposer une contribution sur le site Guichet Unique de l'environnement avant le 11 Avril 2022 inclus.

Le président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Couesnon a fait transmettre dès le 08 Mars 2022, le lien vers le contenu du dossier aux membres de la Commission Locale de l'Eau et les a invités à se réunir le 05 Avril 2022 à 14h00 pour examiner le dossier et émettre un avis.

La CLE du SAGE Couesnon est consultée uniquement sur la question de la compatibilité avec les dispositions et règles du SAGE Couesnon.

Présentation Succincte du Projet

Le maître d'ouvrage du projet est la société BORDINI ENVIRONNEMENT qui exerce une activité d'exploitation de carrière de roche massive (granite) pour laquelle une autorisation d'exploitée a été obtenue le 13 décembre 1995 jusqu'en 2025.

Le projet de BORDINI Environnement est de faire évoluer et modifier les conditions d'utilisation du site entraînant une nouvelle demande d'autorisation du site pour :

- Continuer l'exploitation de la carrière pendant 1 an, pour permettre le terrassement des casiers de stockage des déchets non dangereux à partir des tirs de mines. A priori, les matériaux d'extraction seront uniquement utilisés in situ pour constituer les digues et, plus généralement, aménager le site. Une partie des terrassements, qui ne nécessite pas l'emploi d'explosif, pourra être réalisée par la suite en parallèle de l'exploitation de l'ISDND (qui débutera après cessation d'activité de la carrière et visite de récolement de la DREAL associée).
- Créer 3 casiers de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante ;
- Introduire une activité de transit de déchets d'Equipements de Protection Individuels (EPI) ayant servi lors d'opérations de désamiantage ;
- Installer une unité de concassage de matériaux (mobile) ;
- Introduire une activité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes en vue d'une réutilisation sur site (notamment pour les casiers).

Avis de la CLE du SAGE Couesnon

Les membres de la CLE présents votent à l'unanimité des membres présents moins 2 abstentions, pour l'avis suivant :

Le projet est compatible avec le SAGE Couesnon.

La CLE souhaiterait toutefois obtenir les informations complémentaires concernant :

- La proportion de déchets amiantés liés sur le total de déchets
- Les activités connexes suivantes qui sont très peu décrites dans le dossier de présentation générale et l'étude d'impact :
 - Introduire une activité de transit de déchets d'Equipements de Protection Individuels (EPI) ayant servi lors d'opérations de désamiantage ;
 - Installer une unité de concassage de matériaux (mobile) ;
 - Introduire une activité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes en vue d'une réutilisation sur site (notamment pour les casiers).
- L'installation d'assainissement autonome : quel système et quel résultat de conformité avec le règlement du SPANC ?
- Rejet de lixiviats depuis la lagune : quel programme de mesure de la qualité des lixiviats rejetés ? Ou au moins quel retour d'expérience de l'évolution dans le temps de la qualité des lixiviats stockés dans ces lagunes (type de molécules, concentration) ; Et devenir des éléments sédimentés en fond de lagune

La CLE demande un suivi dans le temps concernant l'évolution des zones humides attenantes.

2. PREAMBULE

NB : Plusieurs échanges avec la DREAL (Mme HEYVANG et M. GRIMAUULT) ont eu lieu entre mars et juin 2023 suite à la demande de compléments transmises en janvier 2023. Ainsi, après validation par la DREAL (mail du 12/06/23), il a été convenu de restructurer le dossier et revoir la procédure à suivre ; à savoir :

- ❖ Pour la partie « carrière » :
 - Faire une demande de modification des conditions de remise en état via un PAC ;
 - Déposer une demande de cessation.
- ❖ Pour la partie « ISDND » d'amiante lié et activités connexes :
 - Modifier la demande d'autorisation ISDND qui a été déposée en enlevant désormais la rubrique ICPE 2510 (carrière).

RAPPEL DE L'HISTORIQUE DU SITE

L'arrêté préfectoral initial d'autorisation de la carrière date du 24/10/1975 modifié par arrêté préfectoral du 29/07/1994. La société « LAND'N'ROCH » était le titulaire initial du droit d'exploitation sur la carrière du Rocher Méhalin à Landéan. Courant 2010, la société GRANIOUEST a racheté la carrière suite à la liquidation de LAND'N'ROCH.

Ainsi la carrière est autorisée au titre de la législation des installations classées au bénéfice de la société GRANIOUEST par arrêté préfectoral du 15/12/1995 complété les 01/06/1999 et 21/02/2012. La durée d'autorisation est fixée à 30 ans soit jusqu'au 12 décembre 2025.

Suite à un courrier de GRANIOUEST daté du 26 novembre 2013, la préfecture prend acte par courrier en date du 2 janvier 2014, de la déclaration de GRANIOUEST au titre de la rubrique ICPE 2517 « station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques ».

Suite à une liquidation de GRANIOUEST, BORDINI Environnement a acheté en novembre 2014 la carrière du Rocher Méhalin. Un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant a été déposé en avril 2015 puis complété en novembre 2015. Cette demande a été validée en février 2016.

D'autre part, il est important de souligner que la société BORDINI Environnement a cherché pendant près de 3ans un nouvel accès au site autre que celui existant (voie communale) dans le but de limiter les nuisances (notamment gêne lié au trafic) vis-à-vis des riverains situés à proximité de l'accès actuel. Précisons que la recherche de ce futur accès a été réalisée en concertation entre BORDINI Environnement, la mairie et les riverains autour du projet. La société a ainsi racheté de nouvelles parcelles et des échanges parcellaires ont eu lieu afin de réaliser cette nouvelle voie d'accès au site.

BORDINI Environnement souhaite dorénavant exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) mono-spécifique dédiée aux déchets d'amiante liés à des matériaux de construction inertes, au sein de cette ancienne carrière. Pour information vis-à-vis de la carrière et donc en parallèle du présent dossier de demande d'autorisation environnementale qui concerne le projet d'ISDND, un dossier de modification des conditions de remise en état et une procédure de cessation d'activité de la carrière seront déposés dans le courant de l'été 2023. Pour information, l'avis favorable de la part de la commune pour la proposition de réaménagement proposée par BORDINI Environnement a été rendu par délibération du conseil municipal de Landéan en date du 18/06/2019.

Par conséquent, l'objet de la présente demande d'autorisation porte la demande d'exploitation d'une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) mono-spécifique dédiée aux déchets d'amiante liés à des matériaux de construction inertes, au sein de cette ancienne carrière. 3 casiers de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante seront ainsi créés.

En complément et en accompagnement de l'activité de l'exploitation de l'ISDND, la société BORDINI ENVIRONNEMENT souhaite :

- ✓ Introduire une activité de transit de déchets d'Equipements de Protection Individuels (EPI) ayant servi lors d'opérations de désamiantage ;
- ✓ Installer une unité de concassage de matériaux (mobile) ;
 - Puissance unité de concassage : Concasseur 195kw, Chargeuse 144 kW et Pelle à chenille Pelle à chenille 119 kW ;
 - A noter que l'unité de concassage sortira 500 tonnes de produit par jour soit 30 jours/an environ 2.7 jours par mois.
- ✓ Introduire une activité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes en vue d'une réutilisation sur site (notamment pour les casiers). Précisons que cette station de transit sera supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m². Au départ, elle sera localisée au niveau du casier n°3.
- ✓ Réaliser des travaux de minage avec emploi de produits explosifs dans le cadre de la purge des anciens fronts de la carrière afin de retailler les fronts pour permettre ensuite la création des alvéoles de stockage.
 - Précisons qu'une demande d'autorisation d'utilisation de produits explosifs est réalisée en parallèle par la SAS AUDRAIN.

3. MEMOIRE EN REPONSE

DEMANDE DE COMPLEMENTS		PRISE EN COMPTE DES REMARQUES / JUSTIFICATIONS	REFERENCE DU § ET PAGE DU DOSSIER MIS A JOUR
1. ELEMENTS MANQUANTS DANS LE DOSSIER			
1.1 Etude de dangers	<p>Il est explicité dans le dossier de demande d'autorisation que pour continuer l'exploitation de la carrière pendant un an, l'exploitant effectuera des tirs de mines. Cependant, l'étude de dangers ne prend pas en compte le risque lié à l'utilisation d'explosifs.</p> <p>⇒ L'Inspection demande à l'exploitant de lui fournir une étude de danger complétée avec les risques inhérents à l'utilisation d'explosifs.</p>	<p>Comme indiqué dans le préambule (cf. §. 2), il est prévu de réaliser des travaux de minage (hors carrière) avec emploi de produits explosifs dans le cadre de la purge des anciens fronts de la carrière afin de retailler les fronts pour permettre ensuite la création des alvéoles de stockage. Les produits issus de la purge seront réutilisés sur le site et ne feront pas l'objet de vente ou d'exportation (en effet, pour rappel, il n'est pas sollicité le renouvellement de la carrière ; la rubrique ICPE « 2510 » n'est pas visée).</p> <p>Ainsi, l'analyse des risques liés aux tirs de mines a été ajoutée dans l'étude de dangers.</p>	<p>La Pièce n°6 « Etude de dangers » a été complétée notamment : §.4.3 <i>Potentiels de dangers liés à l'exploitation</i> (p 31), §. 7.8 <i>Mesures en lien avec les tirs de mines</i> (p 36-38), §. 8. <i>Analyse des risques</i> (p 43 et 44)</p> <p>Le résumé non technique de l'étude de dangers a été également mis à jour (pages 6 à 13)</p>
1.2 Les garanties financières	<p>L'exploitant doit calculer le montant des garanties financières (avec le descriptif) qu'il doit constituer pour l'exploitation de la carrière. Celui-ci doit aussi fournir un bilan financier sur les trois dernières années ainsi qu'une cotation de la banque.</p> <p>⇒ L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'évolution de l'indice TP01 qui sera à prendre en compte lors de la constitution des garanties financières.</p>	<p>Comme indiqué dans le préambule (cf. §. 2), il n'y aura plus d'activité en lien avec la carrière. Pour rappel vis-à-vis de la carrière et donc en parallèle du présent dossier de demande d'autorisation environnementale qui concerne le projet d'ISDND, un dossier de modification des conditions de remise en état et une procédure de cessation d'activité de la carrière seront déposés dans le courant de l'été 2023. L'objet du présent dossier concerne une demande d'autorisation pour un projet d'ISDND d'amiante lié. Ainsi, les garanties financières concerneront donc uniquement les activités ISDND du site.</p> <p>D'autre part, afin de justifier les capacités financières de la société, la cotation bancaire ainsi que le bilan financier sur les trois dernières années ont été ajoutés au dossier.</p>	<p>Ajout des éléments demandés dans la Pièce n°1 « Présentation générale » (<i>Annexes 7 et 8</i> p 77 à 81) et dans la Pièce « Capacités techniques et financières » (<i>Annexes 1 et 2</i>, p 9 à 13)</p>
1.3 La carrière	<p>En préambule, l'Inspection souligne que dans le dossier d'autorisation environnementale, on doit distinguer la modification de l'exploitation de la carrière et des conditions de remise en état (plan de phasage, impact carrière et non ISDND, garantie financière remise à jour...) de l'activité de stockage. Cette activité de carrière n'est pas claire et peu développée dans le dossier. Par conséquent, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none">• Décrire si une partie de la carrière a fait l'objet d'une cessation partielle d'activité ;• Préciser les quantités voulues et les tonnages qu'il prévoit d'extraire lors de ses étapes de terrassement, ainsi que la situation précise des terrains concernés ;• Préciser s'il s'est assuré de la compatibilité de son projet avec le Schéma Régional des Carrières ;• Préciser si la demande de modification des conditions de remise en état de la carrière a été déposée en préfecture ;	<p>Comme indiqué dans le dans le préambule (cf. §. 2), le dossier a été remanié pour gagner en lisibilité. Ainsi, il a été convenu de restructurer le dossier et revoir la procédure à suivre ; à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">❖ <u>Pour la partie « carrière »</u> :<ul style="list-style-type: none">○ Faire une demande de modification des conditions de remise en état via un PAC ;○ Déposer une demande de cessation.❖ <u>Pour la partie « ISDND » d'amiante lié et activités connexes</u> :<ul style="list-style-type: none">○ Modifier la demande d'autorisation ISDND qui a été déposée en enlevant désormais la rubrique ICPE 2510 (carrière). <p>Par conséquent, l'objet du présent dossier concerne une demande d'autorisation d'exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) mono-spécifique dédiée aux déchets d'amiante liés à des matériaux de construction inertes, au sein de cette ancienne carrière. 3 casiers de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante seront ainsi créés. Pour information vis-à-vis de la carrière et donc en parallèle du présent dossier de demande d'autorisation environnementale qui concerne le projet d'ISDND, un dossier de modification des conditions de remise en état et une procédure de cessation d'activité de la carrière seront déposés dans le courant de l'été 2023.</p> <p>En complément et en accompagnement de l'activité de l'exploitation de l'ISDND, la société BORDINI ENVIRONNEMENT souhaite :</p> <ul style="list-style-type: none">- Introduire une activité de transit de déchets d'Equipements de Protection Individuels (EPI) ayant servi lors d'opérations de désamiantage ;- Installer une unité de concassage de matériaux (mobile) ;	<p>Toutes les pièces du dossier ont été modifiées pour prendre en compte cette demande [§. <i>Présentation du projet</i>]</p> <p>De même, la liste des rubriques ICPE visées a donc été mise à jour (la rubrique 2510 (carrière) n'est plus visée).</p>

DEMANDE DE COMPLEMENTS		PRISE EN COMPTE DES REMARQUES / JUSTIFICATIONS	REFERENCE DU § ET PAGE DU DOSSIER MIS A JOUR
	<ul style="list-style-type: none"> Joindre le plan de phasage d'exploitation de la carrière, avec les surfaces y afférentes 	<ul style="list-style-type: none"> Introduire une activité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes en vue d'une réutilisation sur site (notamment pour les casiers). Précisons que cette station de transit sera supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m². Au départ, elle sera localisée au niveau du casier n°3. Réaliser des travaux de minage avec emploi de produits explosifs dans le cadre de la purge des anciens fronts de la carrière afin de retailler les fronts pour permettre ensuite la création des alvéoles de stockage. Précisons qu'une demande d'autorisation d'utilisation de produits explosifs est réalisée en parallèle par la SAS AUDRAIN. <p>Ainsi à ce titre, le titre du dossier a été modifié pour être désormais « Demande d'autorisation pour un projet d'ISDND d'amiante lié et activités connexes ».</p>	
1.4 Le SAGE	<p>L'exploitant indique que le projet est compatible avec le SAGE du Couesnon. Néanmoins, l'Inspection souhaiterait obtenir des informations complémentaires concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'installation d'assainissement autonome : quel système et quel résultat de conformité avec le règlement du SPANC ; 	<p>Une étude de sol et de filière d'assainissement non-collective a été réalisée. L'étude complète se trouve en annexe de l'étude d'impact. Elle a été envoyée au SPANC le 30/05/2023 (VEOLIA EAU (Patrice PERRIERE) / ZA La Croix Rouge / 11 rue des Marches du Coglais / 35460 Maen Roch). A ce jour, nous n'avons pas eu de retour.</p> <p>L'étude de sol réalisée vise à connaître l'aptitude du terrain à l'assainissement autonome et à déterminer la filière de traitement la mieux adaptée. La surface disponible à l'assainissement étant très faible seule une solution compacte est envisageable. Le choix du modèle n'ayant pas encore été défini, nous proposons à titre d'exemple une filière compacte ayant reçu l'agrément ministériel ELOI WATER X-PERCO 5 EH n° agrément : 2013-12 (cf. documentation en annexe). Le système de proposé à titre d'exemple sera donc une filière compacte ELOY WATER X-PERCO 5 E/H.</p>	<p>Modification du §. 8.2 SAGE COUESNON de la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 133) et du §. 3.2.1.1. Eaux usées (p 90). Ajout de l'étude de sol et de filière en annexe de l'étude d'impact : Annexe 14 (p 259-312)</p>
	<ul style="list-style-type: none"> Les rejets de lixiviats depuis la lagune : <ul style="list-style-type: none"> quel programme de mesure de la qualité des lixiviats rejetés, quel devenir pour les éléments sédimentés en fond de lagune. <p>L'Inspection demande à l'exploitant de lui fournir une étude d'acceptabilité du milieu récepteur recueillant les eaux rejetées des bassins de lagunage.</p>	<p>Une étude d'acceptabilité du milieu récepteur recueillant les eaux rejetées des bassins de lagunage a été réalisée afin d'apprécier l'impact des futurs rejets d'eaux résiduaires de l'installation sur le milieu récepteur du secteur. L'étude complète se trouve à l'ANNEXE 12 de l'étude d'impact. Il est préconisé de fixer une limite de concentration en rejet à 50 µg/l sur le Chrome afin de ne pas risquer de déclasser la qualité du milieu récepteur.</p> <p>Un programme de surveillance, incluant le contrôle des eaux de ruissellement internes et des eaux souterraines, sera mis en place dans le cadre du projet. En complément, les fibres d'amiante seront mesurées dans les bassins et dans le ruisseau des « Chevaux Morts » (cours d'eau exutoire du projet). Les mesures seront réalisées annuellement conformément à la réglementation en vigueur (annexe II de l'arrêté du 15 février 2016).</p> <p>Les résultats de ces contrôles seront présentés dans le rapport annuel d'activité du site sur l'ensemble des périodes d'exploitation commerciale du site, de suivi post-exploitation, et sur la période de surveillance des milieux qui suit.</p> <p>En cas de détection d'anomalie, BORDINI Environnement, mettra immédiatement en œuvre des moyens efficaces permettant de limiter un impact direct sur le milieu naturel (confinement de ces eaux, analyse dupliquée, pompage ou traitement,).</p> <p>Concernant les éléments sédimentés en fond de la lagune, ils seront gérés au sein même du site et serviront pour le recouvrement des déchets.</p>	<p>Modification du §. 8.2 SAGE COUESNON de la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 134), ajout du §. 3.2.1.5 Devenir des éléments sédimentaires en fond de lagune (p 93), ajout du §. 3.2.3 Impacts des futurs rejets d'eaux résiduaires de l'installation sur le milieu récepteur du secteur (p 94-95) et du §. 6.3 concernant les mesures vis-à-vis des eaux superficielles (p 119). Ajout de l'étude d'acceptabilité du milieu récepteur avant la mise en place de l'installation en annexe de l'étude d'impact : Annexe 12 (p 197-243)</p> <p>Le résumé non technique (Pièce n°5) et la Note de Présentation non Technique (Pièce n°7) ont été également mis à jour pour prendre en compte ces demandes de compléments</p>
	<p>L'Inspection demande que soit réalisé un suivi concernant l'évolution des zones humides attenantes.</p>	<p>Comme demandé par l'administration, un suivi concernant l'évolution des zones humides attenantes sera réalisé. Ce suivi sera réalisé par l'étude de la végétation (flores, habitats) lors d'un passage au printemps. En effet, compte tenu des caractéristiques du site, la réalisation de sondages pédologiques n'est pas possible.</p> <p>À la suite de chaque visite les éventuels écarts ou dysfonctionnements seront signalés au maître d'ouvrage. Si des mesures correctives sont nécessaires, les experts environnementaux feront des propositions pour l'atteinte des objectifs fixés (maintien en l'état ou restauration).</p> <p>Le suivi sera réalisé en année n+1, n+3 et n+5.</p>	<p>Ajout du §. 6.4.4 Mesure de suivi de la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 122)</p> <p>Le résumé non technique (Pièce n°5) et la Note de Présentation non Technique (Pièce n°7) ont été également mis à jour pour prendre en compte ces demandes de compléments</p>

DEMANDE DE COMPLEMENTS		PRISE EN COMPTE DES REMARQUES / JUSTIFICATIONS	REFERENCE DU § ET PAGE DU DOSSIER MIS A JOUR
1.5 Les risques sanitaires	<p>Le dossier de demande d'autorisation ne fait état d'aucune étude d'impact de risque sanitaire sur la santé des riverains notamment vis-à-vis de l'exposition de la population aux poussières, à la silice et à l'amiante.</p> <p>⇒ L'Inspection demande que cet aspect relatif à l'impact du projet sur les populations riveraines soit établi. Une fois que cette étude d'impact sera réalisée, l'Inspection sollicitera l'avis de l'ARS sur ce sujet.</p>	<p>L'analyse des effets de l'installation sur la santé des populations (risques sanitaires) a été complétée par la réalisation d'une évaluation des risques sanitaire du projet. L'étude complète se trouve en annexe de l'étude d'impact.</p> <p>L'Evaluation des Risques Sanitaires (ERS) concerne uniquement l'exposition à long terme (exposition chronique) des riverains. L'exposition aiguë des riverains ne peut survenir qu'en cas d'incident grave sur le site (incendie, déversement important d'hydrocarbures, ...) et est étudiée dans l'étude de dangers (cf. Pièce n°6). L'ensemble des installations sera donc supposé fonctionner normalement ou en mode dégradé (panne d'un engin mobile sur site par exemple). L'ERS doit étudier les effets du projet sur la santé des populations et elle doit présenter les mesures destinées à supprimer, réduire et si possible compenser ces impacts.</p>	<p>Ajout du §.4 <i>Analyse des effets de l'installation sur la santé des populations (risques sanitaires)</i> dans la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 107 à 116).</p> <p>Compléments apportées au chapitre « Mesures ERC » §. 6.5.5. <i>Mesures liées aux risques sanitaires et commodités du voisinage (bruit, poussière vibrations) et §. 6.5.6 Mesures e suivi</i> dans la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 122-123).</p> <p>Ajout de l'<i>Annexe 13 « Evaluation des risques sanitaires »</i> dans la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 244 à 259)</p> <p>Le résumé non technique (Pièce n°5) et la Note de Présentation non Technique (Pièce n°7) ont été également mis à jour pour prendre en compte ces demandes de compléments</p>
1.6 Le Schéma Régional de Gestion des Déchets	<p>Les activités connexes suivantes sont très peu décrites dans le dossier de présentation générale et l'étude d'impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L' activité de transit de déchets d'Équipements de Protections Individuelles (EPI) ayant servi lors d'opérations de désamiantage ; • L' activité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux inertes en vue d'une réutilisation sur site (notamment pour les casiers). 	<p>Comme indiqué précédemment, le dossier a été restructuré et complété pour gagner en lisibilité. Ainsi, le chapitre « présentation du projet » se structure autour de 4 grandes parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Historique du site ; ✓ Projet d'ISDND d'amiante lié ; ✓ Activités connexes. Précisons que cette partie a été complétée pour détailler chacune des activités (activité de transit de déchets d'EPI, activité de transit, activité de concassage et travaux de minage) ; ✓ Déchets admissibles. 	<p>Toutes les pièces du dossier ont été modifiées pour prendre en compte cette demande [<i>§. Présentation du projet</i>]</p> <p>Voir exemple pour la Pièce n°4 « Etude d'impact » → <i>§. 1. Présentation du projet</i> (p 11 à 26) [avec notamment le détails des activités connexes p 22 à 24]</p>
1.7 Étude acoustique	<p>Des mesures acoustiques ont été réalisées et elles ont porté sur huit points de mesure. Cependant, le rapport n'explique pas pourquoi certains points comme le lieudit La Gendrais n'ont pas été retenus. Les valeurs limites en limites de propriété n'ont pas été déterminés.</p> <p>⇒ L'Inspection souhaiterait connaître les raisons de ces manquements et en l'absence de justifications, que les mesures concernées soient prévues dans le plan de mesures</p>	<p>L'habitation située au lieu-dit La Gendrais et une habitation située au lieu-dit Le Rocher Méhalin (voir carte 25 « Habitat riverain » de l'étude d'impact, p 74) appartiennent à BORDINI Environnement. Elles n'auront plus la vocation d'habitation dès lors que l'arrêté préfectoral de la présente demande entrera en vigueur. C'est pourquoi, ces points n'ont pas été retenu dans la suite de l'étude d'impact acoustique.</p> <p>Un complément à l'étude acoustique a été réalisé pour prendre en compte cette demande. Le complément à l'étude d'impact se trouve en annexe de l'étude d'impact.</p> <p>En limite d'emprise, face à l'habitation du Rocher Méhalin, le niveau de bruit ne devra pas dépasser 66 dBA. De manière générale, les niveaux admissibles en limite de site peuvent être fixés en tout autre point du périmètre à la valeur maximale définie par la réglementation, soit 70 dBA.</p>	<p>Ajout du §. 3.5.8.2 <i>Compléments à l'étude acoustique</i> dans la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 103-104)</p> <p>Le complément à l'étude acoustique se trouve à l'ANNEXE 8 (à la suite de l'étude acoustique initiale) de la Pièces n°4 « Etude d'impact » (p 174-176)</p>

DEMANDE DE COMPLEMENTS		PRISE EN COMPTE DES REMARQUES / JUSTIFICATIONS	REFERENCE DU § ET PAGE DU DOSSIER MIS A JOUR
1.8 Défense Extérieure Contre l'Incendie	L'exploitant doit se positionner s'il souhaite installer un nouveau point d'eau incendie permettant de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012.	Cette demande a été prise en compte dans le dossier. Il convient de préciser que BORDINI Environnement envisage de mettre en place une citerne souple de 120 m3 à proximité immédiate de l'entrée du site pour répondre aux exigences du SDIS 35 afin de respecter les prescriptions générales définies par l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE. Un plan de localisation est fourni dans le dossier.	Ajout du §. 3.5.13 <i>Zoom sur la défense extérieure contre un incendie</i> dans la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 106) L'étude de dangers (Pièce n°6) a aussi ajouté cette précision. De même que la Pièce n°1 Présentation générale de la demande (§. 9 <i>Respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012</i>) (p 52) et la Pièce « ICPE soumise à Enregistrement » .
2. ELEMENTS DU DOSSIER DEVANT ETRE DAVANTAGE DEVELOPPES AFIN DE PERMETTRE AU PUBLIC ET AUX CONSEILS MUNICIPAUX CONSULTES D'APPRECIER LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET			
2.1 Utilisation d'explosifs	Pour continuer à exploiter la carrière pendant un an, l'exploitant a fait part de son intention d'effectuer des tirs de mines. A ce titre, l'Inspection demande au pétitionnaire de développer cet aspect en y incluant le type d'explosif, l'autorisation, la fréquence d'utilisation, les contrôles (mesures de vibrations) ainsi que le volume extrait à chaque tir.	Comme indiqué dans le préambule (cf. §. 2), il est prévu de réaliser des travaux de minage (hors carrière) avec emploi de produits explosifs dans le cadre de la purge des anciens fronts de la carrière afin de retailler les fronts pour permettre ensuite la création des alvéoles de stockage. Les produits issus de la purge seront réutilisés sur le site et ne feront pas l'objet de vente ou d'exportation (en effet, pour rappel, il n'est pas sollicité le renouvellement de la carrière ; la rubrique ICPE « 2510 » n'est pas visée). Ainsi, l'analyse des risques liés aux tirs de mines a été ajoutée dans l'étude de dangers. De même, un paragraphe détaillant ces travaux de minage a été ajouté au dossier. Il est notamment précisé l'objectif, la quantité d'explosifs demandés, la fréquence de tir, ... Précisons que les documents techniques (protocole utilisé, type d'explosif, plan de tirs, demande d'autorisation d'utilisation de produits explosifs dès réception, ...) sont présents en annexe de la Pièce n°1 (Présentation générale de la demande).	Toutes les pièces du dossier ont été modifiées pour prendre en compte cette demande [§. <i>Présentation du projet</i>] Voir exemple pour la Pièce n°1 « Présentation générale » → §. 6.3.2.4 <i>Zoom sur les travaux de minage</i> (p 33) + <i>Annexe 14</i> (p 98 à 103)
2.2 L'extraction	L'activité de la carrière doit être développée notamment sur les aspects suivants : est-il envisagé d'extraire des blocs de pierre du sous-sol et selon quel rythme ? Quelle est la destination des matériaux inertes ?	Pour rappel, vis-à-vis de la carrière et donc en parallèle du présent dossier de demande d'autorisation environnementale qui concerne le projet d'ISDND, un dossier de modification des conditions de remise en état et une procédure de cessation d'activité de la carrière seront déposés dans le courant de l'été 2023. La demande d'autorisation ISDND qui a été déposée a été modifiée et il a convenu d'enlever la rubrique ICPE 2510 (carrière) qui n'était donc plus d'actualité (cf. <i>préambule</i>).	/

DEMANDE DE COMPLEMENTS		PRISE EN COMPTE DES REMARQUES / JUSTIFICATIONS	REFERENCE DU § ET PAGE DU DOSSIER MIS A JOUR
2.3 Le concasseur	<p>Pendant la phase de création des casiers d'amiante, l'exploitant utilisera un concasseur. Les caractéristiques du concasseur utilisé devront être précisées ainsi que la fréquence d'utilisation.</p> <p>⇒ L'Inspection demande à l'exploitant que l'étude d'impact du projet tienne compte de la présence de cet équipement notamment pour le bruit, les vibrations, et les poussières générées.</p> <p>L'exploitant doit présenter des mesures afin de prévenir les poussières ainsi que les nuisances acoustiques engendrées par l'utilisation du concasseur.</p>	<p>Ces précisions ont été ajoutées au dossier. Pour rappel, il était indiqué dans le dossier ces éléments : « Puissance unité de concassage : Concasseur 195kw, Chargeuse 144 kW et Pelle à chenille Pelle à chenille 119 kW. A noter que l'unité de concassage sortira 500 tonnes de produit par jour soit 30 jours/an environ 2.7 jours par mois ».</p> <p>Cet équipement a bien été pris en compte dans l'étude acoustique et l'évaluation des risques sanitaires. Des mesures ont été ajoutées au dossier.</p>	<p>Ajout du §.4 Analyse des effets de l'installation sur la santé des populations (risques sanitaires) dans la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 107 à 116).</p> <p>Compléments apportées au chapitre « Mesures ERC » §. 6.5.5. Mesures liées aux risques sanitaires et commodités du voisinage (bruit, poussière vibrations) et §. 6.5.6 Mesures e suivi dans la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 122-123).</p> <p>Ajout de l'Annexe 13 « Evaluation des risques sanitaires » dans la Pièce n°4 « Etude d'impact » (p 244 à 259)</p> <p>Le résumé non technique (Pièce n°5) et la Note de Présentation non Technique (Pièce n°7) ont été également mis à jour pour prendre en compte ces demandes de compléments</p>
2.4 Circuit de déchets	<p>L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures garantissant que les déchets inertes (issus des opérations de réaménagement des alvéoles) et les déchets d'amiantes liés à des matériaux inertes ne puissent se croiser.</p>	<p>NB : Suite à un échange avec l'administration (cf. préambule), il a été convenu que cette remarque n'était plus à prendre en compte (mauvaise compréhension).</p> <p>Vis-à-vis de la thématique « déchets », il a été ajouté un paragraphe précisant les modalités d'admission des déchets.</p>	<p>Toutes les pièces du dossier ont été modifiées pour prendre en compte cette demande [§. Présentation du projet]</p> <p>Voir exemple pour la Pièce n°4 « Etude d'impact » → §. 1.4.2 Modalités d'admission des déchets (p 25-26)</p>

